

Non à l'escalade guerrière!

CARLOS MOREIRA, secrétaire général de la Fédération nationale des industries chimiques CGT.

La guerre, que subissent au quotidien des populations civiles d'autres pays, qui était jusqu'à ce jour vue au travers d'un écran de télévision, a frappé sur le territoire français des hommes et des femmes innocents. Ce jour-là restera un jour noir pour la démocratie.

Cette horreur viendra-t-elle réveiller les consciences pour ouvrir des perspectives d'avenir pour la paix, les droits et les libertés ? Ou bien, à l'inverse, va-t-elle servir à des instrumentalisation politiques, amplifiant les divisions, le racisme, ou à engager des attaques contre les libertés ?

Hollande, Valls et le Parti socialiste œuvrent à poursuivre leur stratégie électorale en appelant à « l'unité nationale », pensant faire oublier le fiasco de leur politique intérieure par une politique guerrière externe, et masquant les causes de cette situation.

Sarkozy, qui a semé le terreau de Daech par l'intervention militaire en Libye, est en campagne pour 2017, joue des coudes entre la droite libérale du PS, la droite centriste de son parti, et la droite radicale du Front national. Sans surprise, ses propositions s'inscrivent dans la surenchère du PS, avec un peu plus de militaires, de forces armées dans les espaces publics, un peu moins de droits et de libertés pour les citoyens, le tout drapé du combat pour la démocratie.

Le FN surmédiatisé récolte le fruit de ces politiques, fait l'amalgame entre les attentats de Paris et les réfugiés fuyant bombes et attentats perpétrés dans leur propre pays, bafoue la laïcité en stigmatisant les religions, prend pour boucs émissaires les musulmans et les immigrés « coupables » de ce qui arrive, les désigne comme des dangers dans nos rues, exige des mesures fermes (les emprisonner, les

renvoyer) dans un plaidoyer du « tous criminels ».

Les consciences des salariés sont empoisonnées par ces messages largement relayés, commentés par l'écrasante majorité des médias qui font la chasse aux larmes et au sang, non pour l'information ni l'exposé des causes, mais pour les recettes de l'audimat et le profit.

Au regard de ces dangers multiples, la Fnic-CGT exprime une position claire, responsable, sans compromis, qui ne peut en aucun cas être vue comme une complaisance aux actes terroristes qui ont frappé à mort des salariés, des innocents, des jeunes de diverses nationalités, croyants ou non croyants, tous et toutes victimes d'une barbarie ignoble. Ces événements tragiques nous amènent à nous interroger sur les causes.

Comment on en est arrivé là ? Sans avoir aucune sympathie pour les dictateurs passés ou en place, qui a déstabilisé le Moyen-Orient sur fond de pétrole ? Qui fabrique et qui vend les armes dans ces pays où les industries d'armement ne sont pas installées ? Des entreprises industrielles ! Qui transporte, achète le pétrole contrôlé par Daech ? Quelles banques servent d'intermédiaires ? Quelles infrastructures supportent les campagnes médiatiques des terroristes ? Qui finance Daech hier comme aujourd'hui ? L'intervention militaire des pays dits « riches » a-t-elle permis une quelconque évolution démocratique dans les pays frappés ? Les politiques internationales ne relèvent-elles pas plus du « clientélisme financier » que du souci de démocratie ? Quel bilan tirer d'un Irak détruit par les États-Unis sur le mensonge d'une possession d'armes chimiques ? N'est-ce pas un crime de guerre de

détruire un peuple, un pays sur un mensonge, car toutes les infrastructures sociales, économiques ont été détruites sans réparation des États-Unis !

Daech est né des cendres des interventions militaires des États-Unis, de la France et des pays engagés à leurs côtés. Irak, Libye, Syrie : ces trois pays ont été pillés, détruits, avec des centaines de milliers de victimes civiles mortes autant par les balles de Daech que les bombes françaises et américaines. Ces peuples ont-ils gagné plus de droits et de libertés ou à l'inverse subissent-ils ces politiques d'interventions militaires aux intérêts financiers masqués ?

Les réfugiés, les migrants fuyant ces tueries sont eux-mêmes des victimes, avec des familles, comme le sont les victimes assassinées à Paris. Comment peut-on prétendre défendre les valeurs de la démocratie, de la liberté en bombardant des pays d'un côté, et, de l'autre, en s'affichant avec des épouvantables dictatures comme l'Arabie saoudite, le Qatar ou Israël? Si les dictatures sont nombreuses, toutes ne sont pas traitées de la même manière mais en fonction des intérêts financiers. L'État d'Arabie saoudite, par exemple, piétine les droits des femmes, condamne un écrivain, pour son expression, à 1000 coups de fouet, décapite au sabre les condamnés à mort, 143 à ce jour pour la seule année 2015. Et pourtant Hollande, accompagné de cinquante patrons du CAC 40, va faire affaire avec ses dirigeants.

Nos dirigeants qui nous ont engagés dans cette voie guerrière, sans vote, pour flatter les intérêts financiers d'une petite élite, ceux-là

doivent rendre des comptes à la communauté internationale pour leurs actes de guerre qui auront causé tant de drames humains.

Depuis la nuit des temps, les guerres ont été engagées pour s'approprier des richesses, les peuples en sont toujours les seules victimes. Stopper les géostratégies financières est urgent, s'attaquer aux droits et libertés individuelles et collectives est une injustice et une impasse.

Il faut mettre fin au fascisme et au terrorisme de Daech, non pas en cautionnant les politiques impérialistes actuellement à l'œuvre au Moyen-Orient, mais par l'implication de l'ONU pour imposer la paix avec une force d'intervention internationale régie démocratiquement. Nous disons: « Non à l'escalade guerrière ! »

La Fnic-CGT soutient que les dirigeants qui ont mis le feu au monde par leur interventionnisme militaire doivent être traduits devant le Tribunal pénal international de La Haye notamment ceux des États-Unis pour l'Irak, l'Afghanistan, ceux de la France pour la Syrie et la Libye. Les libertés publiques ne doivent pas être sacrifiées, comme Hollande veut le faire, au profit des intérêts d'une minorité de riches pour qui les affaires doivent se poursuivre.

La Fnic-CGT affirme que la paix et la démocratie sont des valeurs normatives des relations internationales et qu'aucun pays ne doit y déroger sans des sanctions internationales. En particulier l'État d'Israël doit, sur ces principes, respecter l'État de Palestine et sa population.